

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 01/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DECORATION**

Rue de Mousselière  
30133 Les Angles

Références :

Code AIOT : 0006600425

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DECORATION implanté Rue de Mousselière 30133 Les Angles. L'inspection a été annoncée le 29/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite réactive fait suite à l'incendie survenu dans la nuit du 28 au 29 février 2024 au niveau de l'atelier AFPS de fabrication de peintures à base de solvant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DECORATION
- Rue de Mousselière 30133 Les Angles
- Code AIOT : 0006600425
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DECORATION est spécialisée dans la fabrication de peintures en phase solvant (environ 100 t) et en phase aqueuse (600 t) pour le secteur du bâtiment et les particuliers.

Le terrain d'implantation d'une superficie de 18 000 m<sup>2</sup> comprend les bâtiments et équipements suivants :

- un atelier de fabrication de produits solvants (AFPS),
- un atelier de fabrication de produits aqueux (AFPA),
- un atelier d'impression de papiers peints (AAP),
- un atelier d'étiquetage manuel (AEM),
- un magasin de matières premières aqueuses (MPA),
- un magasin de matières premières solvants (MPS),
- un magasin de matières premières emballages (MPE),
- un magasin de matières premières pulvérulentes (MPP),
- un magasin de produits finis aqueux et solvantés (MPF),
- un quai de manutention et aire de chargement/déchargement (AMCH),
- une aire de livraison Est (AMLE),
- une aire de livraison Ouest (AMLO),
- un atelier de maintenance (MAIN),
- des bureaux administratifs de la société RESSOURCE (BUR 1),
- un réfectoire (REF),
- un bassin de collecte des eaux,
- des aires de stationnement (ST 1 à 3),

À noter que deux entreprises extérieures, la société CAL (distributeur de pièces détachées pour l'automobile) et la société BLANCOLOR (distributeur de peintures) louent une partie des locaux sur le site, soit :

- le bâtiment dénommé LOC à l'ouest du site d'une surface de 1 000 m<sup>2</sup> dédié à l'entreprise CAL,
- le premier étage des bureaux (BUR 2) d'une surface de 500 m<sup>2</sup> pour la société BLANCOLOR.

Le fonctionnement du site est réglementé par l'arrêté préfectoral n°09.051N du 6 juillet 2009 qui autorise la poursuite de l'exploitation des installations de fabrication de peintures. Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°20-111-DREAL du 27 février 2020 et l'arrêté préfectoral n°2023-008-DREAL du 6 février 2023, ce dernier portant prescriptions complémentaires relatives à la demande de recours aux moyens du SDIS dans la stratégie de lutte contre l'incendie.

#### **Thème de l'inspection :**

- Visite réactive suite à l'incendie survenu dans la nuit du 28 au 29 février 2024

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;



- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Etat des matières stockées	AP Complémentaire du 06/07/2009, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 06/07/2009, article 3.8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Atmosphères explosives	AP Complémentaire du 06/07/2009, article 7.8	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 06/07/2009, article 3.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite fait suite à l'incendie survenu sur le site des Angles, à l'atelier AFPS, dans la nuit du 28 au 29 février 2024.

Lors de cette visite à chaud, l'inspection a constaté :

- la sécurisation de l'atelier sinistré avec la mise en place d'un gardiennage hors heures ouvrées ;
- le confinement effectif de l'ensemble des eaux d'extinction générées pendant l'évènement.

La vidéo de surveillance a pu être visionnée sur place, permettant de localiser la zone de départ de feu au niveau du rez-de-chaussée de l'atelier, proche du portail est. Une lueur est visible suivie au bout de plus de 4,5 heures d'une inflammation.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 15 jours un rapport d'incident afin notamment de présenter l'analyse des causes et notamment des causes profondes. Ce rapport doit également préciser les volumes et typologie de produits présents en "en-cours" dans cette zone de production et présenter une analyse des modalités en place de gestion de l'atelier en fin de poste. Des compléments sont également demandés à l'exploitant en ce qui concerne le zonage ATEX de l'atelier et des précisions sont attendues sur le dernier rapport de contrôle réalisé en novembre dernier.

Enfin, un projet d'arrêté de mesures d'urgence est joint en annexe du présent rapport concernant les sujets de sécurisation de l'atelier, gestion des eaux d'extinction, rapport d'incident et conditions de mise en service de l'atelier de production "peinture solvant" notamment en ce qui concerne la justification du zonage ATEX.

Le détail des constats est détaillé dans les fiches ci-après.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie atelier production "peinture solvant"
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Par mail du 29 février 2024 à 8h28, l'exploitant informe l'inspection de la survenue d'un incendie la nuit passée dans son usine de fabrication de peintures situé aux Angles (30). L'incendie s'est



déclaré dans l'atelier AFPS de production "peinture solvant". L'inspection, également prévenue par l'astreinte DREAL le 28/02/2024 à 23h, se rend sur site dès le lendemain matin.

L'atelier AFPS est attenant à l'atelier AFPA de production des "peintures phase aqueuse" : la surface totale de ce bâtiment de production est de 1224 m<sup>2</sup>, se répartissant à peu près à parts égales entre les deux ateliers AFPS et AFPA. Des constats sur place, la zone en feu semble correspondre à une petite moitié de l'atelier AFPS.

A noter que l'exploitant précise que le personnel a quitté normalement son poste de travail à l'atelier AFPS à 16h30, et que la zone identifiée de départ de feu n'a pas fait l'objet de mise en service ce mercredi 28/02.

Sur site, les images vidéo du sinistre ont pu être consultées par l'inspection. L'incendie s'est déclenché à 21h39 au rez-de-chaussé de l'atelier, à côté du portail est. Les images montrent une lueur s'apparentant à un point chaud visiblement au niveau d'un pupitre assurant la commande d'un équipement accolé de mélange/formulation dès 17h, suivi à 21h39 d'une inflammation instantanée au niveau de ce même point lumineux. La présence d'un nuage inflammable dans les limites d'explosivité pourrait être à ce stade à chaud une première explication plausible au vu des images visionnées. Le phénomène est ensuite filmé pendant 10 minutes, avec un incendie restant localisé sur la zone au rez-de-chaussé sous la mezzanine possiblement de part la présence de stockage de produits en cours de production dans cette zone. À partir de 21h48, la présence de fumées et de suies rendent la vidéo inopérante, toute noire.

En termes de schéma d'alerte, l'exploitant précise que l'alarme incendie de l'atelier a déclenché à 21h45 et que le télétravailleur l'a alerté dès 21h 48. Le directeur d'usine est arrivé sur le site à 21h55, en même temps que les pompiers des Angles et le technicien de maintenance. Les procédures du PUI ont été mises en œuvre, avec notamment l'isolement de l'atelier localement des sources d'énergie (gaz et électricité). Les techniciens d'Enedis et GRDF arrivés sur site vers 23 h ont pu couper l'alimentation générale du site. Le feu a été circonscrit vers minuit.

L'inspection a permis de confirmer que l'ensemble des eaux d'extinction ont été confinées dans la rétention de l'atelier "peinture solvant", encore présentes le jour de la visite, sans débordement vers le bassin de confinement du site. Ces eaux sont en attente de pompage pour évacuation et traitement hors site.

L'exploitant n'a pas pu préciser les quantités de produits ayant été pris dans l'incendie ni être exhaustif sur les types de produits présents : il est évoqué la présence d'à minima un IBC de liquides inflammables de point éclair à 63°C et de deux fûts métalliques de 200 litres contenant des produits inflammables dont un avec un point éclair inférieur à 60°C. Quelques autres fûts métalliques sont visibles sur la zone.

L'atelier AFPS de production "peinture solvant" n'est plus opérationnel et son portail Est est au sol. Un gardiennage physique a été mis en place par l'exploitant depuis la nuit de l'incendie et jusqu'à la remise en place d'un nouveau dispositif pour maintenir fermé l'atelier "peinture solvant" sinistré.

L'atelier AFPA de production des "peintures phase aqueuse" attenant à l'atelier AFPS ne présente aucune trace visuelle de détérioration, les murs et portes coupe feu ayant joué leur rôle. L'exploitant prévoit l'intervention d'un expert en ce qui concerne la structure du bâti atelier "phase aqueuse" et la bonne opérabilité des utilités avant la remise en service de cet atelier de production de "peintures phase aqueuse".

Suite à cet évènement, l'inspection demande à l'exploitant la transmission sous 15 jours du rapport d'incident qui précise, notamment, les circonstances et les causes de l'évènement (en



particulier la cause de la projection vers l'extérieur du portail est), les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour. En particulier, il est demandé à l'exploitant de préciser dans son rapport les quantités et type de matières ayant été prises dans l'incendie, ces éléments n'ayant pas pu être fournis au jour de la visite.

Enfin, un arrêté préfectoral de mesures d'urgence est également proposé à Monsieur le Préfet du Gard faisant suite aux constats relevés lors de cette visite et détaillés dans le présent rapport, reprenant les points suivants : sécurisation de l'atelier, gestion des eaux d'extinction, rapport d'incident et conditions de mise en service de l'atelier de production "peinture solvant".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

## N° 2 : État des matières stockées

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/07/2009, article 2.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Présence dans les ateliers de matières dangereuses

### Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement [...] La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les types et quantités de matières dangereuses ou combustibles présentes au niveau de l'atelier AFPS sinistré. Il s'engage à établir cet état dans le cadre du rapport d'incident par différence entre son état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes en entrepôt et ses derniers départs/arrivées.

Cet état viendra alimenter directement la réflexion menée par l'exploitant dans le cadre de son analyse des causes dans le rapport d'incident, notamment en ce qui concerne :

- les quantités présentes dans l'atelier fabrication et les critères en place assurant une présence "limitée aux nécessités d'exploitation" ;
- les modalités et/ou procédures en place/à proposer de fin d'exploitation en fin de journée ( ex : lieu des stockages des « en cours », contenants maintenus fermés ou refermés en fin de poste...)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

## N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/07/2009, article 3.8.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réservoirs

### Prescription contrôlée :

Les liquides inflammables seront renfermés dans des récipients qui pourront être soit des bidons, soit des fûts soit des réservoirs fixes. Ces récipients seront fermés.

[...]
<b>Constats :</b>  L'analyse des causes de l'incident doit conduire l'exploitant à s'interroger sur les modalités de gestion des réservoirs mobiles de liquides inflammables en cours stockés dans les ateliers de production et en particulier leur maintien fermés lorsque l'atelier est à l'arrêt. L'analyse à chaud des images vidéo semble montrer une inflammation soudaine d'un nuage de vapeurs dans les limites d'explosivité dans la zone de stockage du rez-de-chaussé de produits inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2009, article 3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiment de production
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]
<b>Constats :</b>  L'ensemble des eaux d'extinction ont été confinées à l'intérieur de l'atelier de fabrication, placé sous rétention. Ces eaux étaient toujours présentes le jour de la visite, en attente de pompage.  A noté que dans le cas où cette rétention avait été saturée, les eaux d'extinction auraient été dirigées par débordement vers le bassin de rétention du site, constaté vide et propre par l'inspection. L'exploitant doit maintenant procéder au pompage de ces eaux pour expédition vers un centre de traitement adapté. Ce volet fait l'objet d'un point spécifique de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence proposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Atmosphères explosives

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/07/2009, article 7.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 2008 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.</p> <p>Un plan des zones à risque d'explosion est établi et porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>En outre, dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques doivent répondre aux dispositions des arrêtés ministériels du 7 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive et du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels</p>



électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.

[...]

**Constats :**

L'exploitant dispose d'une étude de zonage ATEX datée de 2013 qui présente les plans des zones à risque d'explosion notamment autour des équipements pris en compte dans l'atelier de production AFPS. Il apparaît que ce document de référence n'intègre pas l'équipement de mélange/formulation associé au pupitre, identifié comme point d'ignition vraisemblable de l'incendie objet de la présente visite, alors même que l'exploitant précise les identifier comme équipements ATEX. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un équipement acquis plus récemment, ce qui explique son absence du document établi en 2013.

→ Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'étude plus récente, mise à jour après l'acquisition de cet équipement de mélange/formulation, étude présentant notamment le plan des zones à risque d'explosion mis à jour en conséquence.

Aussi, l'exploitant présente lors de la visite le dernier rapport de contrôle APAVE daté du 20/11/2023 de "vérification des sources potentielles d'inflammation actives en zone à risques d'explosion". Ce rapport ne relève pas de non-conformités, et note une observation en ce qui concerne la lisibilité de marquage. Il indique qu'une liste des équipements dans les zones où des atmosphères explosives peuvent apparaître, datée du 4/06/2018 a aussi été fournie pour le contrôle.

→ Cette liste n'ayant pas pu être remise à l'inspection lors de la visite, il est demandé à l'exploitant de la transmettre sous 15 jours.

Ce contrôle de 2023 présente en partie « 3.3 - point 5 », l'évaluation de conformité pour la zone "atelier solvant". L'exploitant confirme que les équipements concernés par la zone autour de l'équipement de mélange/formulation associé au pupitre sus-cité sont inclus dans le contrôle. Ces équipements sont référencés au point "5.14- Grenier GC 7.5 AE 55 VF 0177 2004" et aucun écart n'est relevé.

→ L'exploitant explicitera toutefois la raison du marquage spécifique "sécurité intrinsèque" relevé pour 3 des équipements de cette zone, marquage différent de l'ensemble des autres matériels contrôlés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours